



## FILIÈRE BUREAU & BUREAUTIQUE

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MARCHE PUBLIC SOUMIS AU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Procédure M\_3225

**Pouvoir adjudicateur** : Hospices Civils de Lyon (HCL)

**Objet du marché** : FOURNITURE DE PAPIERS STANDARDS

**Procédure** : Appel d'offres ouvert (articles L.2124-2, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

**Technique d'achat** : Accord-cadre à bons de commande

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES M\_3225 et ses annexes, soit :

- Annexe 1 - Liste des adhérents à la consultation – membres du GC
- Annexe 2 – Liste des membres UNIHA
- Annexe 3 – Template e-catalogue

# SOMMAIRE

1.	Fonctionnement du pouvoir adjudicateur .....	5
1.1	Type de pouvoir adjudicateur .....	5
1.2	Coordonnées du pouvoir adjudicateur .....	5
1.3	Bénéficiaires de l'accord-cadre .....	5
1.4	Modalités de mise à disposition de l'accord-cadre .....	6
1.5	Répartition des responsabilités .....	7
1.6	Litiges .....	7
2.	Objet et périmètre du contrat .....	8
2.1	Objet du contrat .....	8
2.2	Nature et forme du contrat .....	8
2.3	Périmètre géographique .....	8
2.4	PROCEDURE DE PASSATION .....	8
2.5	Exclusivité du titulaire .....	8
3.	Pièces constitutives du contrat .....	8
4.	Division en lots .....	9
5.	Durée de l'accord-cadre .....	9
6.	Obligations générales du titulaire .....	9
6.1	Modifications affectant le titulaire et intervenant au cours de l'exécution du marché .....	9
6.2	Suivi de l'exécution des marchés .....	10
6.3	Qualité des fournitures .....	12
6.4	Assurances .....	12
6.5	Discrétion et confidentialité .....	12
6.6	Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail .....	13
6.7	Sous-traitance en cours d'exécution .....	13
6.8	Protection des données personnelles dans la relation pouvoir adjudicateur – établissements beneficiaires et titulaire .....	13
7.	COMMUNICATION .....	15
7.1	PROJET DE SUPPORT DE COMMUNICATION .....	15
7.2	SUPPORTS VISUELS DE PRESENTATION .....	16
8.	Modalités d'exécution des bons de commande .....	17
9.	MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE .....	17
10.	Modalités de livraison des équipements et fournitures .....	18
10.1	HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	18
10.2	REALISATION DES LIVRAISONS .....	18
10.3	QUANTITES MINIMALES DE LIVRAISON (QML) ET TRANCHES TARIFAIRES .....	19

10.4	TRANCHE TARIFAIRE « CAMION COMPLET » .....	19
10.5	DELAIS DE LIVRAISON .....	19
10.6	CONDITIONS DE LIVRAISON .....	20
10.7	GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT .....	20
3.7.1	: Obligation d'information : .....	20
3.7.2	: Produit de substitution : .....	20
10.8	EMBALLAGES ET TRANSPORT .....	21
10.9	REPORT TARDIF DE LIVRAISON EN CAS D'IMPREVU DU FAIT DE L'ETABLISSEMENT ...	21
10.10	DIFFICULTE DE LIVRAISON .....	21
10.11	BORDEREAU DE LIVRAISON .....	21
11.	Opérations de vérification.....	22
11.1	Vérifications quantitatives .....	22
11.2	Vérifications qualitatives.....	22
11.3	Admission et transfert de propriété.....	22
11.4	Clause de reprise .....	22
12.	Evolution de l'offre en cours d'exécution .....	23
12.1	REPLACEMENT DE REFERENCES .....	23
12.2	Ajout de références.....	23
12.3	COMPLEMENT DE GAMME .....	24
13.	GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT .....	24
13.1	OBLIGATION D'INFORMATION .....	24
13.2	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	24
13.3	RESILIATION.....	25
14.	Contenu et caractère des prix.....	26
14.1	FORME DES PRIX.....	26
14.2	CONTENU DES PRIX.....	26
14.3	OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS .....	26
14.4	REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES .....	26
14.5	CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX .....	27
14.6	OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS .....	28
14.7	FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRE D'UNE REMISE SUR CATALOGUE	29
14.8	CLAUDE DE RENDEZ VOUS .....	29
15.	Modalités de règlements .....	30
15.1	Avances .....	30
15.2	Délais de paiement.....	30

15.3	Factures .....	31
16.	PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES .....	33
16.1	PENALITES DE RETARD POUR LES LIVRAISONS DES COMMANDES DE FOURNITURES .	33
17.	PENALITES APPLICABLES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR .....	33
18.	Exécution aux frais et risques.....	34
18.1	En cas de rupture d’approvisionnement en cours d’exécution .....	34
18.2	Après résiliation prononcée aux torts du titulaire .....	34
19.	Résiliation du contrat .....	34
19.1	Motifs de résiliation .....	34
19.2	Résiliation en cas de liquidation judiciaire .....	35
19.3	Indemnité de résiliation .....	35
20.	Obligation d’information.....	36
21.	Modalités de poursuite du contrat .....	36
21.1	Modification des conditions d’exécution .....	36
21.2	Modification temporaire des prix ou de la formule de révision .....	36
22.	Modalités de suspension du contrat.....	37

# CHAPITRE 1ER - GENERALITES

## 1. FONCTIONNEMENT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

### 1.1 TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Afin d'optimiser la commande publique dans le domaine de la santé, un Groupement de Coopération Sanitaire (G.C.S.) dénommé UniHA a été constitué par les établissements de santé adhérents du GCS UniHA.

Le GCS UniHA exerce l'activité permanente de centrale d'achat au sens de l'article L.2113-2 du Code de la commande publique.

En vertu de sa convention constitutive, l'assemblée générale du GCS UniHA peut donner mandat à l'un de ses membres pour coordonner des groupements de commande.

La présente consultation est coordonnée par les Hospices Civils de Lyon (HCL) en application de la délibération de l'assemblée générale du GCS UniHA en date du 04/04/2025, délibération 2025 – 07.

En vertu de ce mandat, les Hospices Civils de Lyon ci-après « l'établissement coordonnateur » - est pouvoir adjudicateur de la présente procédure et coordonne le groupement de commande constitué des membres listés en annexe 1 du CCAP. La centrale d'achat est membre de ce groupement de commande.

Le marché est passé pour le compte des établissements bénéficiaires définis à l'article 1.3 du CCAP.

Les établissements bénéficiaires du présent marché sont pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre au sens où ils émettent leurs bons de commande directement auprès des titulaires du marché, et sont responsables de l'exécution des prestations objet du marché à l'égard des titulaires retenus.

### 1.2 COORDONNEES DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur contractant de l'accord-cadre est :

**HOSPICES CIVILS DE LYON**  
Direction des ACHATS  
45 rue Villon  
69373 LYON CEDEX 08

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur contractant des bons de commande est chaque établissement bénéficiaire de l'accord-cadre. A ce titre et par dérogation à l'article 2 du CCAG-FCS, l'acheteur, lors de l'exécution de l'accord-cadre, est chaque établissement bénéficiaire.

### 1.3 BENEFICIAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Les établissements bénéficiaires des prestations objet du présent marché (ci-après « les établissements bénéficiaires ») sont :

- ✓ Les membres du groupement de commande identifiés en annexe 1 du CCAP « Liste des adhérents ».
- ✓ Les adhérents de la centrale d'achat identifiés en annexe 2 et dans les conditions définies ci-après, en tant qu'ils ne sont pas membres du groupement de commande.

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des bénéficiaires.

---

### 1.3.1 LES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE AUTRES QUE LA CENTRALE D'ACHAT

Les bénéficiaires de l'accord-cadre sont les membres identifiés en annexe 1 du CCAP.

La liste des lots sur lesquels chaque établissement s'est engagé est précisée en annexe 1.

Chaque membre du groupement de commandes est susceptible de commander l'ensemble des produits du lot sur lesquels il s'est positionné, dans la limite du montant maximum du lot, quelles que soient les quantités recensées par l'établissement sur chaque produit.

---

### 1.3.2 LES MEMBRES DE LA CENTRALE D'ACHAT

La centrale d'achat UniHA est membre du groupement de commandes. A ce titre, les adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du présent CCAP, s'ils ne sont pas déjà identifiés comme membre du groupement de commandes dans l'annexe 1 du présent CCAP, sont bénéficiaires potentiels du marché, sous réserve qu'ils en expriment la volonté et qu'une convention de mise à disposition soit signée entre la centrale d'achat et ses adhérents. Les modalités de formalisation de la convention de mise à disposition sont prévues au CCAP.

Chaque lot est susceptible d'être mis à disposition des adhérents de la centrale d'achat listés en annexe 2 du CCAP dans la limite du montant maximum indiqué pour chaque lot.

La liste de ces adhérents est susceptible d'évoluer en cours d'exécution de l'accord-cadre. Les nouveaux adhérents pourront bénéficier du marché dans les limites suivantes :

- ✓ Le montant maximum de chaque lot devra être respecté ;
- ✓ Les nouveaux adhérents seront des établissements de santé, des structures de coopération d'établissements de santé ou d'établissements œuvrant dans le domaine de la santé ou de structure dont l'objet principal est en lien avec la santé.

L'ouverture aux membres de la centrale d'achat sera évoquée par UniHA avec le titulaire du marché, et selon les reporting de commandes portées à la connaissance de UniHA par le titulaire du marché.

Les prix du marché ne pourront pas être modifiés par le titulaire dès lors que les conditions d'exécution des prestations ne sont pas modifiées par l'ouverture du bénéfice de l'accord-cadre aux établissements listés en annexe 2.

---

## 1.4 MODALITES DE MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

---

### 1.4.1 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUPRES DES MEMBRES DU GROUPEMENT DE COMMANDE

Les membres du groupement de commande tels qu'ils sont identifiés en annexe 1, sont bénéficiaires de plein droit de l'accord-cadre. Ils sont engagés, pour chaque lot, à l'égard du titulaire retenu dès la notification de l'accord-cadre.

---

### 1.4.2 MISE A DISPOSITION DE L'ACCORD-CADRE AUX ADHERENTS DE LA CENTRALE D'ACHAT

Pour chaque lot, les adhérents de la centrale d'achat seront bénéficiaires du présent contrat, à la condition qu'une convention de mise à disposition du marché soit conclue entre le GCS UniHA et chaque établissement qui demande le bénéfice du présent marché. Une fois cette convention de mise à disposition signée, cet établissement est alors dénommé « Bénéficiaire » et est engagé à l'égard du titulaire retenu.

Les bénéficiaires de la centrale d'achat sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence conformément aux dispositions du droit de la Commande Publique. La convention de mise à disposition indique notamment la dénomination du présent marché et la nature des fournitures, équipements et prestations qui constituent son objet.

Le titulaire de l'accord-cadre sera informé par le GCS UniHA de la signature de cette convention et de l'identité de l'adhérent qui devient bénéficiaire des stipulations du marché par effet direct de la signature de la convention de mise à disposition.

A compter de la mise à disposition de la convention, le bénéficiaire pourra lancer ses bons de commande.

## 1.5 REPARTITION DES RESPONSABILITES

Les responsabilités respectives de l'établissement coordonnateur et des membres bénéficiaires se répartissent comme suit.

	Coordonnateur	Etablissement bénéficiaire
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de leur mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	X	
Passation, Signature notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Envoi des bons de commande		X
Gérer les procédures de révisions des prix des marchés	X	
Procéder à la reconduction des marchés	X	
Agrément des sous-traitant	X	
Délivrance du certificat de cession de créances / exemplaire unique		X
Appliquer les pénalités	Pénalités administratives)	Pénalités d'exécution
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X	
Gérer les procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Paieement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X

## 1.6 LITIGES

En aucun cas pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient survenir entre le bénéficiaire et le titulaire, ne peuvent être invoquées par ces derniers comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée des prestations à effectuer.

Les litiges relatifs à l'exécution de chaque bon de commande et aux actes relevant de la responsabilité des établissements bénéficiaires relèvent exclusivement de la relation contractuelle établie entre le bénéficiaire et le titulaire et dépendront de la compétence des juridictions du ressort territorial des établissements bénéficiaires.

Les litiges concernant l'accord-cadre lui-même relèveront du Tribunal administratif de Lyon.

## 2. OBJET ET PERIMETRE DU CONTRAT

### 2.1 OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat, attribué à l'issue d'une procédure d'appel d'offres ouvert, a pour objet :

**LA FOURNITURE DE PAPIERS STANDARDS** pour le compte des établissements bénéficiaires de l'accord-cadre désignés à l'article 1<sup>er</sup> du présent CCAP. Le périmètre des fournitures et prestations sont définis au CCTP.

### 2.2 NATURE ET FORME DU CONTRAT

Le contrat est un accord-cadre à bons de commandes *sans minimum et avec un montant maximum tel que défini à l'article 4 du CCAP*.

Le montant maximum s'entend, pour chaque lot, comme un montant global réalisé par l'ensemble des établissements bénéficiaires du lot concerné sur toute la durée de l'accord cadre.

Le montant prévisionnel de dépense sur catalogue est d'environ 5% de la dépense globale, au regard de l'expérience emmagasiner lors du marché précédent.

Les fournitures et prestations, objets des marchés, pourront être choisies sur le catalogue du fournisseur. Il est précisé que ces produits seront strictement conformes à l'objet du marché

### 2.3 PERIMETRE GEOGRAPHIQUE

Chaque lot est exécuté au bénéfice de l'ensemble des membres bénéficiaires identifiés ci-avant (article 1 du présent CCAP), lesquels sont situés sur l'ensemble du territoire national, Corse comprise et dans les Départements ou Régions d'Outre-Mer et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

Le lieu d'exécution sera précisé sur chaque bon de commande.

Pour les établissements DROM-COM, le coût du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de l'établissement bénéficiaire (incoterm FCA)

### 2.4 PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon une procédure d'APPEL D'OFFRES OUVERT soumis aux dispositions des articles L-2124-2 et R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

### 2.5 EXCLUSIVITE DU TITULAIRE

Le titulaire bénéficie d'un droit d'exclusivité sur toutes les prestations objet du lot dès lors que le marché a été mis à disposition de l'établissement bénéficiaire.

## 3. PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

En dérogation à l'article 4.1. du CCAG FCS, le marché est constitué et régi par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (ATTRI1)** et son annexe financière résultant de dernières modifications éventuelles opérées par avenant
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) M\_3225 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seule foi



- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) M\_3225 et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives des HCL fait seul foi

- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS)

- **L'offre technique du titulaire et la partie du catalogue strictement conforme à l'objet du marché**  
**Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.**

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s), tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque y compris les conditions générales de vente du Titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne s'appliquent en aucun cas à l'accord-cadre.

En cas de contradiction entre les pièces constitutives du contrat, elles prévalent dans l'ordre de priorité énuméré ci-dessus.

**Par dérogation au dernier alinéa de l'article 1.2. du CCAG FCS, le présent CCAP ne comprend pas la liste récapitulative des articles du CCAG auxquels il est dérogé.**

#### 4. DIVISION EN LOTS

La consultation fait l'objet d'un lot unique. Ce lot est mono attributaire.

N° LOT	Intitulé	Montant maximum en € TTC / durée du marché
1	PAPIERS STANDARDS	50 000 000 €

#### 5. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le marché est conclu pour une période ferme de 4 ans à compter du 1er avril 2026 ou de la date de notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, la date de notification du marché est la date de la première consultation de l'acte d'engagement sur le profil acheteur de UniHA, certifiée par l'accusé de réception délivré par la plateforme, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre.

En cas d'atteinte du montant maximum global, le contrat sera résilié de plein droit.

#### 6. OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE

##### 6.1 MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE ET INTERVENANT AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

###### 6.1.1. MODIFICATIONS ADMINISTRATIVES

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'établissement coordonnateur de tout changement qui se rapporte :

- ✓ Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- ✓ À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- ✓ À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- ✓ À son adresse ou à son siège social ;
- ✓ À un changement de coordonnées bancaires (RIB)

Ces changements doivent être signalés impérativement au référent administratif de l'établissement coordonnateur avant toute nouvelle facturation auprès des adhérents. Ces changements se font sans modification de l'offre retenue.

Ces modifications peuvent être formalisées par simple échange de courrier ou certificat administratif, ou tout moyen permettant d'établir l'accord des parties. Un avenant n'est pas nécessaire.

---

### 6.1.2. CESSION DU MARCHÉ

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique, le titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau titulaire.

Le cessionnaire pressenti devra :

- ✓ Avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire
- ✓ Présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

Dans sa demande d'agrément, le cessionnaire communiquera les pièces suivantes :

- Les garanties techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci ;

- ✓ Les justificatifs prouvant que le cessionnaire est satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- ✓ Un numéro d'identification SIREN ;
- ✓ La date à laquelle la cession doit intervenir

Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur l'agrément du cessionnaire après réception de la demande d'agrément, étant précisé que le pouvoir adjudicateur ne pourra refuser une demande d'agrément si le cessionnaire pressenti présente les qualités et garanties requises exposées ci-dessus.

Dans le cas où la commercialisation du produit objet du marché est transféré à un autre opérateur, un avenant de transfert sera réalisé par le pouvoir adjudicateur sous réserve que le repreneur soit en règle au regard de ses obligations fiscales et sociales et que celui-ci requiert les capacités professionnelles et techniques suffisantes pour l'exécution des prestations. Les conditions initiales de mise en concurrence ne doivent pas être remises en cause du fait de ce transfert.

Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

---

## 6.2 SUIVI DE L'EXECUTION DES MARCHES

---

### 6.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES

Pour le bon pilotage du marché et les besoins de reporting d'UNIHA, le titulaire devra fournir périodiquement, et au moins chaque semestre (1<sup>er</sup> juillet et 1<sup>er</sup> janvier), toute information, notamment statistique, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution du marché, pour l'ensemble des adhérents d'UNIHA.

Le titulaire doit notamment fournir au coordonnateur (HCL) un **suivi précis concernant le volume d'affaires réalisé avec chaque établissement bénéficiaire et tous les faits notables dans l'exécution du marché**. Il est demandé de fournir ces informations par voie électronique au moyen d'un fichier modifiable pour faciliter les traitements statistiques (Type Excel).

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 21 du CCAP.

Ces exigences s'imposent pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, quelle que soit de la date de début et de la date de fin de l'accord-cadre, dès lors que sa période d'exécution couvre en partie une année.

Ces statistiques devront présenter :

- ✓ Les chiffres de vente mensuels (chiffre d'affaire et volume en kg)
- ✓ Une répartition des ventes par famille de produit (chiffre d'affaire et volume en kg)
- ✓ Une répartition des ventes par établissement adhérent à la consultation (chiffre d'affaire et volume en kg)
- ✓ Nombre de commandes, nombres de lignes produits commandées
- ✓ Répartition des volumes d'achat entre BPU et catalogue

D'autre part, le titulaire du marché devra fournir à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris des statistiques spécifiques après chaque trimestre. Le détail des statistiques demandées par l'AP-HP sera transmis après notification.

Le titulaire s'engage à fournir, sur le même modèle, les statistiques particulières de tout autre établissement adhérent en faisant la demande.

En plus des chiffres d'affaires réalisés semestriellement, à date anniversaire du marché et neuf (9) mois avant la fin du marché, le titulaire établit un listing exhaustif de la totalité des consommations par lot dont il est attributaire et le transmet au Coordonnateur de la filière Bureau Bureautique UniHA.

Ce listing comprend le nom des articles, les références et les quantités vendues au cours de la période écoulée.

En cas de manquement à cette obligation le fournisseur s'expose à des pénalités conformément à l'article 17 du CCAP.

---

#### 6.2.2 LA TRANSMISSION DES FICHES TECHNIQUES

En cas de mise à jour des fiches techniques, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à les transmettre au format PDF sans délai.

Ces fiches techniques pourront faire l'objet de mise à jour notamment dans les cas suivants :

- ✓ Changement de la réglementation en vigueur ;
- ✓ Modification de la fiche technique par le fabricant ;
- ✓ Ajout ou changement de référence dans le marché.

Celles-ci devront être transmises au coordonnateur à l'adresse suivante : [bureauetbureautique@uniha.org](mailto:bureauetbureautique@uniha.org).

---

#### 6.2.3. ALIMENTATION E-CATALOGUE

Afin de d'alimenter le e-catalogue UNIHA, et de proposer aux adhérents une vitrine des articles proposés dans chaque lot, les titulaires de l'accord-cadre devront fournir l'annexe 3 du CCAP complétée avec les photos et/ou fiches techniques des produits proposés dans leur offre.

Les titulaires disposent d'un délai de 30 jours à compter de la notification pour fournir l'ensemble des éléments par voie électronique.

Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation. Tout retard dans la remise de ces informations exposera le titulaire à une pénalité conformément à l'article 15 du CCAP.

En cas d'avenant, le titulaire devra renvoyer l'annexe susvisée du CCAP modifiée par l'effet de l'avenant dans un délai de 15 jours à compter de la signature de l'avenant.

---

### **6.3 QUALITE DES FOURNITURES**

Les fournitures et prestations doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux spécifications techniques décrites dans le dossier de consultation.

Le titulaire s'engage à ce que ses fournitures soient de qualité identique à celle des photos ou iconographies, ou spécimen, fournies avec son offre.

Le titulaire s'engage à respecter le niveau d'engagement indiqué dans son offre.

---

### **6.4 ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et le cas échéant les travaux d'installation d'équipements.

Il doit justifier auprès de l'établissement bénéficiaire dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Il transmet à l'établissement bénéficiaire les attestations d'assurances nécessaires à la réalisation des travaux préalables à l'installation des équipements avant commencement des travaux par ses soins le cas échéant.

---

### **6.5 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE**

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation.

---

## 6.6 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

A compter de la notification du marché, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur tous les six mois et pendant toute la durée de validité du contrat, les pièces listées aux articles D. 8222-4 à D. 8222-8 du Code du travail, permettant d'établir que le titulaire s'acquitte des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, et établissant qu'il satisfait à ses obligations fiscales et sociales telles que prévues par ces articles.

En cas de non accomplissement de ces formalités et après mise en demeure de régulariser sa situation qui sera restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le présent marché, sans indemnités pour faute du titulaire, dans les conditions prévues au présent CCAP.

---

## 6.7 SOUS-TRAITANCE EN COURS D'EXECUTION

En cas de sous-traitance, le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance mentionnant :

- ✓ La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- ✓ Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- ✓ Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le titulaire, en signant l'acte de sous-traitance, est réputé avoir accompli auprès de son sous-traitant les obligations qui s'imposent en application de l'article L.8222-1 du Code du travail.

---

## 6.8 PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES DANS LA RELATION POUVOIR ADJUDICATEUR – ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES ET TITULAIRE

Conformément à l'article 5.2 du CCAG FCS, les stipulations suivantes sont applicables au présent accord-cadre

---

### 6.8.1 DESCRIPTION DU TRAITEMENT

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée.

Le sous-traitant (cette notion s'entendant dans le présent article exclusivement au sens de sa définition dans le RGPD) est autorisé à traiter pour le compte de l'établissement coordonnateur, du GCS UniHA et des établissements bénéficiaires du marché les données à caractère personnel nécessaires pour respecter les obligations contractuelles définies dans le présent contrat.

L'expression « sous-traitant », pour l'application du présent article, désigne **le titulaire du marché**.

L'expression « le responsable du traitement » est :

- ✓ L'établissement coordonnateur et le GCS UniHA pour le traitement des données à caractère personnel concernant les obligations de reporting précisées à l'article 6.2 du présent CCAP ;
- ✓ L'établissement bénéficiaire pour l'exécution des prestations objet du marché

Il est rappelé que la qualité de responsable de traitement de l'établissement coordonnateur, de UniHA ou des établissements bénéficiaires résultant de leur qualité de pouvoir adjudicateur ne fait pas obstacle au statut de responsable de traitement du titulaire du marché pour l'exercice de ses missions.

Les opérations qui pourront être réalisées sur ces données sont la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction.

---

#### 6.8.2 FINALITES DU TRAITEMENT ET DONNEES TRAITEES

Chaque titulaire de l'accord-cadre est autorisé à traiter, pour le compte des responsables de traitement visés à l'article 6.8.1, des données à caractère personnel nécessaires pour le suivi de l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre.

Les finalités du traitement **pour le compte de l'établissement coordonnateur et du GCS UniHA** sont la récupération harmonisée des données des titulaires de marché en vue de mesurer les consommations réelles des membres UniHA sur les marchés, afin de mesurer le besoin et de permettre une facturation à l'usage, conformément à la politique de tarification du GCS UniHA.

Les données à caractère personnel traitées sont : nom, prénom, grade, statut, coordonnées mail et téléphone des agents de l'établissement coordonnateur et de UniHA en charge du suivi du présent accord-cadre (acheteurs, Direction générale, contrôle de gestion, service juridique, centrale d'achat) et des responsables des établissements bénéficiaires en charge du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les finalités du traitement **pour le compte des établissements bénéficiaires**, sont la livraison des fournitures objet du marché, la facturation des prestations objet du marché, les réclamations liées à l'exécution du marché.

Les données à caractère personnel traitées sont les coordonnées et fonctions des personnes en charge de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

---

#### 6.8.3 DUREE DU TRAITEMENT

La durée du traitement est celle liée à la durée d'exécution des différentes prestations de l'accord-cadre.

---

#### 6.8.4 OBLIGATION DU SOUS-TRAITANT

Conformément au RGPD le sous-traitant s'engage à :

- ✓ Traiter les données pour les seules finalités qui font l'objet de la sous-traitance ;
- ✓ Traiter les données uniquement pour la durée du marché ;
- ✓ Traiter les données conformément aux instructions du présent contrat ;
- ✓ Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat ;
- ✓ Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel respectent la confidentialité et la sécurité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- ✓ Informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;
- ✓ Signaler immédiatement toute fuite de données.

De plus, conformément à l'article 37 du RGPD, le sous-traitant doit communiquer au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données s'il en a désigné un.

Enfin, le sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le sous-traitant entend faire appel à un autre sous-traitant, il en informe préalablement par écrit le responsable de traitement en indiquant les activités de traitement qui seront sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ainsi que la durée du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si elle a été validée et acceptée par le responsable de traitement. Le second sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent contrat. Le sous-traitant initial doit s'assurer des garanties de son sous-traitant concernant la mise en œuvre des diverses obligations du RGPD.

Le sous-traitant ou le responsable de traitement, en fonction de la personne collectrice, fournit l'information aux personnes concernées des opérations de traitement au moment de la collecte des données.

---

#### 6.8.5 DROITS DES PERSONNES

Lorsqu'une personne souhaite exercer un des droits dont elle dispose en vertu du RGPD, le sous-traitant répond au nom et pour le compte du responsable de traitement pour les données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par le présent contrat et en avertit le responsable des données du responsable du traitement à l'adresse suivante :

- [florence.burin@uniha.org](mailto:florence.burin@uniha.org) pour le coordonnateur et le GCS UniHA
- Le DPO de l'établissement bénéficiaire pour ce dernier

---

#### 6.8.6 VIOLATION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le sous-traitant notifie sous 36 heures calendaires maximum au responsable de traitement toute violation des données à caractère personnel dont il a eu connaissance.

---

#### 6.8.7 FIN DU CONTRAT

Au terme du présent contrat, le sous-traitant s'engage, sous réserve des obligations de conservation de certains documents résultant de réglementations distinctes, à détruire toutes les données à caractère personnel. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données ou du renvoi des données à caractère personnel au sous-traitant désigné par le responsable de traitement. Il détruit toute copie. Le sous-traitant justifie par écrit de la destruction des données.

---

#### 6.8.8 CLAUSE DE REEXAMEN DU DISPOSITIF RGPD

Le présent dispositif est susceptible de faire l'objet de modification, le cas échéant de façon unilatérale de la part du pouvoir adjudicateur, pour tenir compte d'éventuelles clauses contractuelles types au sens de l'article 28.8 du RGPD ou pour tenir compte d'éventuelles évolutions de la réglementation.

## 7. COMMUNICATION

---

### 7.1 PROJET DE SUPPORT DE COMMUNICATION

A compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire, sur demande, fournira au pouvoir adjudicateur un projet de support de communication sous format A4 reprenant les principales caractéristiques du produit retenu (description physique, fonctionnalités, applications médicales, matériaux etc...) et mettant en avant les qualités principales du produit.

Cette fiche servira de support de communication auprès des établissements bénéficiaires et sera également utilisée pour la rédaction d'un catalogue commercial.

Le projet de support de communication sous format A4 sera envoyé par le Titulaire sous format électronique par mail auprès du responsable UniHA référencé en introduction du CCAP. Le format du document permettra des modifications libres (type doc, docx, rtf etc...).

Ce projet de support sera soumis à validation au pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit d'en modifier légèrement le contenu (avec accord du Titulaire) en fonction des contraintes de publication de la fiche de présentation de l'accord-cadre.

---

## 7.2 SUPPORTS VISUELS DE PRESENTATION

Le Titulaire, sur demande, fournira gratuitement au pouvoir adjudicateur un panel d'images numériques présentant les produits retenus dans le cadre de l'offre du Titulaire. Ce panel d'images sera utilisé par le GCS UniHA en tant que support visuel de présentation de l'offre du Titulaire pour la réalisation du catalogue ou bien lors de présentations des marchés aux établissements bénéficiaires.

Le Titulaire fournira également, dans les mêmes conditions, le logo de son entreprise, ainsi que les conditions relatives à son utilisation.

Le GCS UniHA se réserve le droit d'utiliser tout ou partie de ce panel d'images ainsi que le logo en tant que support de communication.

La fourniture de ces images sera demandée après notification de l'accord-cadre et pourra intervenir ponctuellement en cours d'exécution soit à la demande du pouvoir adjudicateur ou à l'initiative du Titulaire de l'accord-cadre en cas d'avenant ou de modification de l'accord-cadre.

Le Titulaire peut utiliser le logo du GCS UniHA pour toute communication/promotion des produits objets du marché auprès des bénéficiaires du marché.



# CHAPITRE 2 - EXECUTION

## 8. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commandes sont directement passés par les établissements bénéficiaires mentionnées à l'article 1.3 du présent CCAP.

Les bons de commandes sont signés par toute personne réputée habilitée à engager l'établissement adhérent selon les règles internes propres à ce dernier. Seul l'établissement adhérent est garant de cette habilitation.

Pour les lots comprenant plusieurs produits, chaque membre du groupement de commandes est susceptible de commander l'ensemble des produits du lot sur lesquels il s'est positionné, dans la limite du montant/volume maximum du lot, quelles que soient les quantités recensées par l'établissement sur chaque produit.

Les bons de commande peuvent faire apparaître les informations suivantes :

- ✓ La date de commande
- ✓ Le nom et les coordonnées du titulaire du lot
- ✓ La référence du lot, et le numéro du marché
- ✓ Les références telles que figurant au BPU
- ✓ La quantité à livrer,
- ✓ L'extension de garantie et sa durée, le cas échéant
- ✓ La date de livraison souhaitée,
- ✓ L'adresse et le lieu de livraison,
- ✓ Le prix net unitaire HT
- ✓ Le montant TTC du bon de commande,
- ✓ Le numéro de la commande,

Chaque commande fera l'objet d'un accusé-réception de la part du titulaire dans les 48h suivant la réception du bon de commande, adressé à l'établissement bénéficiaire.

L'accusé réception précisera la date prévisionnelle de livraison.

Le titulaire devra exécuter l'ensemble des prestations qui lui seront commandées par chaque établissement bénéficiaire. Le titulaire devra informer systématiquement l'établissement bénéficiaire en cas de difficulté de fourniture.

Le titulaire ne peut pas exiger un minimum de commande.

## 9. MODALITES DE MODIFICATION OU D'ANNULATION DES BONS DE COMMANDE

Avant livraison des fournitures ou exécution des prestations, un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande d'un établissement bénéficiaire, totalement ou partiellement.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation sur le motif de l'annulation, sauf à démontrer et justifier avoir engagé des frais à perte pour l'exécution des prestations.

Dans ce cas, le Titulaire remet une demande de paiement précisant les sommes auxquelles il prétend et donne tous les éléments de détermination de ces sommes en joignant les pièces nécessaires à la justification du paiement, conformément à l'article 11.3.2 du CCAG-FCS. Aucun forfait minimum de

dédommagement n'est alors applicable. La demande de paiement est acceptée dans les conditions définies à l'article 11.6 du CCAG-FCS.

En tout état de cause, aucune indemnité ne sera due en cas d'annulation du bon de commande pour faute du titulaire (retard, non réponse) ou dans l'hypothèse où une nouvelle commande d'un montant équivalent émise par l'établissement bénéficiaire concerné serait intervenue en remplacement de la commande annulée.

## 10. MODALITES DE LIVRAISON DES EQUIPEMENTS ET FOURNITURES

### 10.1 HORAIRES, LIEUX ET CONDITIONS DE LIVRAISON

Les caractéristiques liées à la livraison sont propres à chaque établissement bénéficiaire. Elles pourront être précisées sur le bon de commande. Dans cette perspective le titulaire est invité à se rapprocher de chaque établissement concerné.

Le titulaire doit se présenter sur les lieux de livraison selon les conditionnements et conventions adoptées avec chaque établissement.

Le titulaire, ou toute personne mandatée par lui pour les besoins de l'exécution des prestations devra respecter les modalités d'accès et de sécurité propres à chaque établissement.

### 10.2 REALISATION DES LIVRAISONS

Les livraisons sont effectuées à l'adresse indiquée sur la commande émise par l'établissement et conformément à leurs conditions particulières de réception/livraison.

Les prix sont compris livrés pour un site. L'établissement désigne un site, c'est-à-dire une adresse postale ainsi que les locaux sur ce même site, où les matériels sont livrés au sein des lieux concernés (pour les établissements DROM-COM, le coût du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de l'établissement bénéficiaire). Les livraisons sont faites sous l'entière responsabilité du titulaire jusqu'à la livraison des équipements aux lieux indiqués par les établissements.

Pour l'essentiel le besoin couvert par ce marché porte sur des livraisons dans des volumes important, à minimum d'une palette complète. Cependant certains établissements, du fait de leur taille ou des contraintes d'accès, pourront être amenées à faire des commandes pour des quantités inférieures à la palette. Ces commandes impliqueront parfois une livraison en étage et un travail de manutention manuel. Cette prestation est prévue à l'annexe financière (BPU), à la ligne intitulée « Prestation de livraison avec dépalettisation », elle a pour finalité de couvrir les frais liés à cette demande.

La livraison comprend la livraison, le déchargement, le montage et la mise en place du matériel dans les locaux de destination ou à l'emplacement de destination. Toutes les manipulations de fournitures jusqu'à leur réception par le responsable de l'établissement sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire du marché. La manutention (main d'œuvre, moyens de manutention etc...) nécessaire à l'acheminement du matériel dans les locaux est à prévoir par le titulaire.

Le titulaire doit assurer la remise en état de toutes les détériorations éventuelles causées lors de la livraison, ainsi que le déballage et l'évacuation des emballages vides. Le Titulaire doit veiller à ce que l'ensemble des installations et des abords reste propre et sécurisé en permanence. Aucun déchet lié aux prestations n'est toléré sur les voies publiques. Ainsi, le Titulaire assure la manutention et l'enlèvement des déchets provenant des prestations qui lui sont confiés jusqu'à un recycleur, conformément à la réglementation relative à l'élimination des déchets. En cas de non-respect de cet engagement, les frais liés à cette évacuation seront mis à sa charge. Le titulaire doit également assurer la protection de l'environnement vis à vis des nuisances et pollution apportées par ses prestations

---

### 10.3 QUANTITES MINIMALES DE LIVRAISON (QML) ET TRANCHES TARIFAIRES

Tous les articles sont supposés conditionnés en ramettes, cartons et palettes.

Les candidats préciseront dans le cadre de l'annexe financière, et pour chaque référence, le nombre de feuilles par ramette, de ramettes par carton et le nombre de cartons par palette.

Les candidats noteront que de nombreux établissements adhérents à la consultation exigent des livraisons en palette européenne (se reporter aux fiches logistiques pour le détail). Le candidat précisera en plus dans l'annexe financière le nombre de cartons par palette dans le cas de palettes Européennes.

Pour tous les articles la QML dépend de la tranche tarifaire considérée. Les tranches tarifaires sont définies comme suit :

- ✓ Tranche 1 : livraison inférieure à une palette mono-produit
- ✓ Tranche 2 : livraison de 1 à 5 palettes mono-produit
- ✓ Tranche 3 : livraison de 5 palettes et plus mono-produit
- ✓ Tranche 4 : livraison d'un « camion complet » mono-produit

Pour tous les articles, les QML sont le carton de 5 ramettes pour la tranche tarifaire 1 ou la palette pour les tranches tarifaires 1, 2 et 3.

Pour bénéficier des commandes franco de port, le montant minimum d'un bon de commande ne pourra pas être inférieur à 200 € HT. Si le bon de commande est inférieur à 200 € HT alors un forfait des frais de ports sera appliqué (annexe financière (BPU), à la ligne intitulée « Montant des frais de ports pour commandes inférieures à 200€HT »)

Dans le cadre d'une livraison au carton (tranche 1) l'adhérent pourra demander une dé-palettisation, de la manutention et/ou une livraison en étage. Cette prestation supplémentaire fera l'objet, le cas échéant, d'une facturation supplémentaire venant s'ajouter au prix de la ramette (annexe financière (BPU), à la ligne intitulée « Prestation de livraison avec dépalettisation »)

Les candidats noteront que pour les références couleurs, la tranche tarifaire 2 s'applique à des palettes composées de papiers de même gamme (pastel ou intense) mais de coloris différents.

*Exemple : 1 palette de 40 cartons, dont 10 de papier jaune intense, 10 de papier rose intense, 10 de papier bleu intense et 10 de papier vert intense*

Les quantités et répartitions par tranches indiquées dans le BPU sont représentatives des commandes du marché précédent (hors nouvelles fournitures n'ayant pas fait l'objet de commande dans le précédent marché).

---

### 10.4 TRANCHE TARIFAIRE « CAMION COMPLET »

Pour l'article 1 une tranche tarifaire spéciale existe, dite « camion complet ».

L'objectif de cette tranche tarifaire est d'obtenir une livraison directe depuis le lieu de production, limitant ainsi les opérations de manutention intermédiaires, et donc les coûts.

Le candidat précisera dans le cadre de l'offre financière le nombre de palettes comprises dans un camion (même chose pour la palette européenne si ce n'est pas le standard utilisé par le candidat) et précisera s'il est nécessaire de faire une planification des commandes pour bénéficier de cette tranche tarifaire.

---

### 10.1 10.5 DELAIS DE LIVRAISON

Pour l'ensemble des produits (articles listés et catalogue) les candidats devront proposer un délai de livraison :

- ✓ Un délai pour le cas général ne devant pas excéder 3 jours ouvrés à réception de commande

- ✓ Un délai dans le cas de la livraison au camion complet

Le non-respect de ces délais entraîne l'application des pénalités de retard dont le montant est précisé à l'article 17 du présent CCAP.

Le point de départ du délai d'exécution est celui de la date de notification du bon de commande.

Les prestations devront être achevées, y compris après la date limite de validité du marché, dès lors que le bon de commande aura été émis pendant la période de validité du marché.

---

## 10.6 CONDITIONS DE LIVRAISON

L'annexe 1 du présent CCTP indique les conditions particulières de livraison, facturation ou fonctionnement des établissements adhérents au groupement de commande certains Centres Hospitaliers adhérents du groupement de commande.

Pour les sites manquants, ces informations seront fournies au titulaire au moment du démarrage du marché.

Le titulaire assure la livraison des fournitures dédouanées pour l'export, au point de livraison en France métropolitaine (FCA), déterminé par l'établissement bénéficiaire (quai transitaire aérien ou maritime).

---

## 10.7 GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

---

### 10.7.1 : OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le pouvoir adjudicateur et les établissements adhérents sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- ✓ Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- ✓ La durée prévisionnelle de rupture.

Le pouvoir adjudicateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

---

### 10.7.2 : PRODUIT DE SUBSTITUTION

Le pouvoir adjudicateur accepte la présentation d'un produit de substitution pour palier à cette rupture, à la condition que cette rupture relève d'un événement extérieur au marché que le titulaire ne pouvait raisonnablement pas prévoir au moment du dépôt de son offre.

Le titulaire propose alors un produit de substitution, accompagné de la fiche technique du produit. Le produit de substitution doit respecter les mêmes caractéristiques techniques que les produits retenus initialement au marché. Le prix du produit de remplacement palliant la rupture d'approvisionnement ne pourra être supérieur au prix du produit initialement retenu.

Toute opération de substitution de produit doit impérativement recueillir l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Cet accord préalable, daté et signé par le pouvoir adjudicateur sera matérialisé par la signature de l'offre de substitution de produit, retournée au titulaire. En aucun cas, le titulaire ne pourra se prévaloir d'un simple accord oral pour la livraison de produits de substitution.

En cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable du pouvoir adjudicateur, le produit sera rejeté et sera repris aux frais du titulaire, sans que les dispositions relatives aux opérations de vérification prévues au CCAP ne s'appliquent.

Dans l'hypothèse où aucun produit de substitution ne peut être proposé par le titulaire ou accepté par le pouvoir adjudicateur, le lot concerné peut être résilié pour motif d'intérêt général

En cas de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire, le pouvoir adjudicateur peut refuser tout produit de substitution, et chaque établissement bénéficiaire peut, après accord du pouvoir adjudicateur, exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons.

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 2 mois, le marché pourra être résilié pour faute et par pouvoir adjudicateur, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

---

## 10.8 EMBALLAGES ET TRANSPORT

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG-FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

En application des dispositions de l'article 20.3 du CCAG-FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage incombent au titulaire. Le titulaire est responsable du transport de ses produits et il en assure les risques afférents jusqu'au lieu de destination de l'établissement bénéficiaire.

Le déchargement de la marchandise sera réalisé par le transporteur sous la responsabilité du titulaire. En effet, le titulaire est responsable du transporteur qu'il aura choisi et de toutes les avaries de livraison qui surviendraient du propre fait de ce dernier.

Les fournitures doivent être livrées par tout moyen permettant de respecter le délai d'exécution contractuel maximum fixé à l'article 10.5 du présent CCAP.

La livraison sera conforme aux dispositions du protocole de sécurité concernant les opérations de chargement et de déchargement de chaque utilisateur.

---

## 10.9 REPORT TARDIF DE LIVRAISON EN CAS D'IMPREVU DU FAIT DE L'ETABLISSEMENT

En cas de difficulté ou d'imprévu, une livraison peut être tardivement (moins de 8 jours calendaires avant la date prévue) reportée pour une cause n'incombant pas au titulaire.

---

## 10.10 DIFFICULTE DE LIVRAISON

Le titulaire devra livrer l'ensemble des produits qui lui seront commandés.

Lorsque le titulaire ne peut honorer la livraison d'une commande de manière totale ou partielle et/ou lorsqu'il désire procéder à la modification de tout élément inscrit sur le bon de commande, il doit impérativement en informer au préalable et sans délai l'établissement adhérent.

Cette information préalable se réalise :

- ✓ Soit par téléphone, confirmée d'une communication écrite dans un second temps ;
- ✓ Soit par courriel.

L'établissement bénéficiaire, prendra alors une décision de livraison partielle ou de différer la livraison.

---

## 10.11 BORDEREAU DE LIVRAISON

Les livraisons sont obligatoirement accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant :

- ✓ Le nom du titulaire,

- ✓ La date de livraison,
- ✓ L'objet de la livraison,
- ✓ La quantité à livrer, la quantité livrée par référence,
- ✓ La référence du bon de commande,
- ✓ Le lieu de livraison,

Le bordereau de livraison en format papier pourra être substitué par un bordereau de livraison dématérialisé uniquement après accord de l'établissement bénéficiaire.

Auquel cas, il pourrait être transmis par courriel aux personnes concernées.

## 11. OPERATIONS DE VERIFICATION

### 11.1 VERIFICATIONS QUANTITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

Ces vérifications sont effectuées le jour même de la livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la commande, l'établissement bénéficiaire peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira. En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, le dit bordereau et son duplicata seront rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

### 11.2 VERIFICATIONS QUALITATIVES

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS. Elles consistent à vérifier la conformité des références listés sur le bon de commande et les références livrées, la conformité technique des produits et notamment sa qualité, le conditionnement, l'étiquetage.

Ces opérations sont effectuées dans le délai de 15 jours à compter de la livraison des fournitures.

Par dérogation à l'article 28.1 du chapitre V du CCAG FCS, en cas de livraison d'un produit de substitution sans accord préalable de l'établissement coordonnateur, le produit est systématiquement rejeté sans condition de délai.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande écrite de l'établissement adhérent qui toutefois peut accepter les fournitures avec réfaction de prix.

### 11.3 ADMISSION ET TRANSFERT DE PROPRIETE

Le transfert de propriété du titulaire vers chaque établissement bénéficiaire est réalisé par l'admission, sous réserve des vices cachés.

Les fournitures sont admises à l'issue des opérations de vérifications prévues à l'article 11.1 et 11.2.

### 11.4 CLAUSE DE REPRISE

Les reprises de stocks sur demande de l'établissement bénéficiaire sont à la charge de ce dernier lorsqu'elle ne fait pas suite à un défaut de conformité du produit.

En cas de retour pour défaut de conformité du produit, à son étiquetage, à son adressage, sa durée de validité, ou tout autre événement lié exclusivement aux produits concernés l'ensemble des frais de retour des produits concernés, l'enlèvement, le transport, les droits et taxes sont à la charge exclusive du titulaire de l'accord-cadre.

Si la reprise de stock pour défaut de conformité du produit nécessite la livraison d'un nouveau stock, cette opération est à la charge totale du titulaire de l'accord-cadre.

Si les produits sont destinés à la destruction, le titulaire du contrat pourra organiser cette destruction directement sur un site homologué local, à condition d'en assurer les frais de destruction et de transport.

Un avoir correspondant aux stocks repris (ou détruits) sera émis par le titulaire bénéficiaire dans le délai d'un mois après reprise (ou destruction). L'avoir pourra être réclamé sous forme de titre de recette émis par l'établissement.

## 12. EVOLUTION DE L'OFFRE EN COURS D'EXECUTION

Indépendamment des hypothèses de modification prévues aux articles R.2194-2 et suivants du Code de la commande publique, l'offre du titulaire pourra faire l'objet de modifications actées par voie d'avenant dans les hypothèses suivantes, conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique.

Les évolutions identifiées et susceptibles de faire évoluer l'offre sont, notamment, les suivantes :

### 12.1 REMPLACEMENT DE REFERENCES

En cas d'évolution technologique, de changement de technique, de contrainte d'approvisionnement ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre ou pour tout autre motif jugé pertinent par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire a la possibilité, après accord du coordonnateur, de remplacer les fournitures faisant l'objet de l'accord-cadre par des fournitures jugées équivalentes ou plus performantes ou plus adaptées aux besoins. Le nouveau produit ou la nouvelle prestation associée sera conforme aux spécifications prévues au présent marché et doit être techniquement équivalent(e) ou supérieur(e) au produit ou à la prestation associée proposé(e) initialement.

Le remplacement de la référence, ponctuel ou permanent, devra se faire à prix équivalent. Ce remplacement pourra être formalisé par voie de certificat administratif signé par le pouvoir adjudicateur et auquel sera joint le BPU intégrant la nouvelle référence, sans modification de prix.

Dans tous les cas, le Pouvoir Adjudicateur est libre d'accepter ou de refuser le remplacement de la référence. Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'approvisionner du fait du refus de remplacement de référence, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dès lors que la rupture d'approvisionnement ne résulte pas d'une circonstance imprévisible.

Enfin, l'établissement bénéficiaire qui aurait déjà passé commande se réserve le droit d'annuler son bon de commande sans frais à sa charge si le remplacement de la référence ne lui convient pas.

### 12.2 AJOUT DE REFERENCES

En cours d'exécution, le titulaire pourra proposer l'ajout de références ne figurant pas au BPU et au catalogue du titulaire, dès lors que celles-ci seront nécessaires à la bonne exécution du marché.

L'ajout d'un produit est rendu nécessaire pour la bonne exécution du marché lorsqu'il répond à un besoin identifié par Le pouvoir adjudicateur dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut procéder à son intégration dans les conditions suivantes :

Le produit ajouté devra impérativement rentrer dans l'une des familles de produits décrites au Bordereau des prix unitaires

- ✓ Le produit ajouté ne doit pas remettre en cause la nature globale du marché
- ✓ Le produit ajouté doit être nécessaire à la bonne exécution du marché

Le titulaire devra fournir l'ensemble des documents (type fiches techniques, documentation ...) du nouveau produit attestant notamment de sa conformité au Cahier des charges ainsi que les les prix de(s) nouveau(x) produit(s) ajouté(s). Le pouvoir adjudicateur devra approuver la fiche technique et la documentation le cas échéant accompagnant le produit. Le nouveau produit sera ajouté au contrat par voie d'avenant.

---

### 12.3 COMPLEMENT DE GAMME

En cours de validité de l'accord-cadre, chaque titulaire pourra être amené à compléter sa gamme de produits dans la limite du montant maximum du lot, et aux conditions cumulatives suivantes :

- ✓ Que le produit soit conforme à l'objet du lot ;
- ✓ Que le produit réponde aux spécifications techniques du CCTP ;
- ✓ Que le produit ne soit pas susceptible d'entrer en concurrence d'un autre lot ;
- ✓ Que l'intégration du produit ne soit pas susceptible de bouleverser les conditions initiales de mise en concurrence.

Si le produit objet du complément de gamme est d'un prix équivalent ou inférieur aux produits de la gamme qu'il vient compléter, l'ajout du nouveau produit pourra faire l'objet d'un certificat administratif. Le BPU comprenant la nouvelle référence et le prix associé sera joint au certificat administratif.

Si le produit objet du complément de gamme est d'un prix supérieur aux produits de la gamme qu'il vient compléter, l'ajout devra faire l'objet d'un avenant.

## 13. GESTION DES RUPTURES D'APPROVISIONNEMENT

---

### 13.1 OBLIGATION D'INFORMATION

En cas de rupture d'approvisionnement du produit objet du marché, et quelle qu'en soit la cause (arrêt de commercialisation, fabrication, distribution, rupture de stocks, évolution de la réglementation, contingentement), le titulaire en informe par écrit le Pouvoir Adjudicateur et les établissements bénéficiaires sans délai.

Cette information doit comprendre, à minima :

- ✓ Les motifs de la rupture d'approvisionnement ;
- ✓ La durée prévisionnelle de rupture.

Le Pouvoir Adjudicateur apprécie les motifs présentés par le titulaire pour décider de la poursuite de l'exécution du marché.

---

### 13.2 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de rupture d'approvisionnement imputable au titulaire tel qu'un arrêt de fabrication du produit ou un arrêt de commercialisation, le Pouvoir Adjudicateur peut refuser tout produit de substitution, et chaque établissement bénéficiaire peut, après accord de l'établissement coordonnateur, exécuter le marché aux frais et risques du titulaire jusqu'à la reprise des livraisons.

Une éventuelle diminution des dépenses ne profitera pas au titulaire défaillant.



En cas de carence entre la date d'émission du bon de commande et la reprise des livraisons par un tiers, chaque établissement adhérent est en droit d'appliquer les pénalités définies à l'article 21 du présent CCAP.

---

### **13.3 RESILIATION**

Dans l'hypothèse où la rupture d'approvisionnement imputable au titulaire est d'une durée supérieure à 3 mois, le marché pourra être résilié pour faute, et aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure préalable d'un mois.

# CHAPITRE 3 - PRIX ET REGLEMENTS

## 14. CONTENU ET CARACTERE DES PRIX

### 14.1 FORME DES PRIX

Le prix des fournitures et prestations objet du marché sont révisables dans les conditions prévues ci-après.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG FCS, le prix du règlement est le prix en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

### 14.2 CONTENU DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, aux emballages et à leur évacuation après livraison, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations. Cette clause est applicable aux établissements situés en France métropolitaine (Corse comprise).

Pour les établissements DROM-COM, le coût du transport entre le site d'embarquement et le site de l'établissement bénéficiaire est à la charge de l'établissement bénéficiaire. (incoterm FCA)

### 14.3 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire. Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais, au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle sera formalisée par le pouvoir adjudicateur par un certificat administratif validant son accord sur l'offre et cadrant les éléments (quantités, prix, durée etc).

### 14.4 REMISES ET ESCOMPTES APPLICABLES

Le Titulaire s'engage à appliquer à chaque établissement bénéficiaire les remises proposées dans son offre.

Le Titulaire s'engage également à respecter les taux d'escompte précisés dans son offre en cas de réduction du délai de paiement.

## 14.5 CONDITIONS D'ETABLISSEMENT DES PRIX

### 14.5.1 MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA FORMULE DE REVISION

Les prix du marché (P0) sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres initiales, ce mois est appelé « mois zéro » (M0)

Les prix pour l'ensemble des fournitures listées dans le BPU seront révisables à la hausse comme à la baisse 2 fois par an, chaque 1er octobre à compter de l'année 2026 et chaque 1<sup>er</sup> avril à compter de l'année 2027, par application de la formule définie ci-dessous (Cf. 15.5.4).

La demande de révision devra être formulée par l'envoi par le titulaire d'un email au référent du marché visé à l'article 1.2 du présent CCAP, moyennant un préavis de 1 mois avant la date de révision (soit le 1er septembre et le 1<sup>er</sup> mars).

Les indices N sont recalculés 2 fois par an :

- ✓ Indice N = moyenne arithmétique des 3 derniers indices publiés au 1er mars et au 1er septembre de l'année N
- ✓ Indice 0 : valeur unique définitive de l'indice M0 telle que calculée en début de marché, sa valeur est notifiée dans l'acte d'engagement

### 14.5.2 DEFINITIONS

- ✓ PRN : Prix révisé de l'année n, qu'il soit unitaire, forfaitaire ou mixte
- ✓ P0 : Prix à l'établissement de l'offre remis à la DLRO
- ✓ CrN : coefficient de révision des prix de l'année n
- ✓ L'indice Moy0 est fixe tout au long de la période d'exécution du marché, sa valeur est notifiée dans l'acte d'engagement

### 14.5.3 LISTES DES INDICES UTILISES

La révision s'effectuera par application des modalités et indices suivants :

INDICE	Identifiant	Indice utilisé
Tout papier (hors recyclé)	PA(b)	Pap Argus copie a4 (b)
Papier recyclé	PA(r)	Pap Argus impression 100% recycle – copie a4 80% blancheur

### 14.5.4 FORMULES

Le Prix révisé pour les fournitures, hors papiers recyclés, est défini par la formule suivante :

Formule applicable
$PRN = P0 \times CrN$ $CrN = [0,25 + 0,75 \times (\text{Moy PA(b) N} / \text{Moy PA(b) 0})]$ Référence de publication : <a href="https://pap-argus.com/">https://pap-argus.com/</a>

Le Prix révisé pour les papiers militants et recyclés est défini par la formule suivante :

Formule applicable
$PRN = P0 \times CrN$ $CrN = [0,25 + 0,75 \times (\text{Moy PA(r) N} / \text{Moy PA(r) 0})]$

---

#### 14.5.5 DIVERS

Le coefficient appliqué est arrondi au millième supérieur (en conséquence le taux d'évolution des prix est arrondi au dixième supérieur).

*Par exemple, si la hausse est de 0,125%, cela revient à arrondir à 0,2%, autrement dit à utiliser un coefficient multiplicateur de 1,002, au lieu de 1,00125.*

En cas où un indice ne serait pas publié par les services éditeurs de statistiques (PAP ARGUS, CNR, INSEE etc.) pendant la durée du marché mais qu'un indice de substitution serait mis en place, le Pouvoir Adjudicateur prendra acte de ce changement par avenant. Dans l'hypothèse où l'indice supprimé ne serait pas remplacé par un nouvel indice, le Pouvoir Adjudicateur choisira de nouveaux indices et/ou index par avenant.

Il n'y aura pas de révision provisoire.

Le titulaire fournira un BPU avec l'ensemble de ses nouveaux prix pour chaque période de révision des prix.

L'absence de demande de révision dans ce calendrier pourra avoir pour conséquence le maintien de l'offre initiale ou des prix précédemment révisés.

Il est précisé que le Pouvoir Adjudicateur assurera également un suivi annuel de ces indicateurs, lui permettant dans le cas d'indicateurs orientés à la baisse de faire valoir, sans que le titulaire puisse s'y opposer, à une révision à la baisse des prix en application de la formule de révision.

L'entrée en vigueur des prix révisés doit faire l'objet d'un accord exprès du Pouvoir Adjudicateur.

Il incombe au titulaire d'appliquer la révision des prix dès la première facture émise après la date de révision, pour tous les bons de commande émis à compter de la date de révision.

A défaut, la Personne Publique (l'établissement) pourra suspendre le paiement de la facture conformément au CCAG-FCS.

---

#### 14.6 OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELS

Les prix peuvent évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnels mises en place à l'initiative du titulaire. Le titulaire pourra proposer des offres promotionnelles par exemple lors d'opérations de déstockage, d'opérations commerciales et lors de la réalisation d'un projet d'envergure d'un établissement...

A l'occasion de ces offres promotionnelles, le titulaire pourra notamment proposer un (ou des) équipement(s) d'occasion reconditionné(s), sous condition que l'équipement d'occasion ou reconditionné soit identique en termes de modèle et de caractéristiques techniques à celui notifié dans le cadre de l'accord-cadre et que s'appliquent à celui-ci les mêmes garanties et conditions de maintenance que celles du présent accord-cadre.

Les prix des mobiliers de seconde vie (loi AGECE) ne devront pas être supérieurs aux prix inscrits au BPU pour des mobiliers similaires.

Le titulaire doit adresser dans les meilleurs délais au pouvoir adjudicateur, le tarif promotionnel. Il précise la durée de validité de la promotion et la désignation précise des spécialités concernées.

L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion par l'ensemble des adhérents et se substituent automatiquement aux prix contractuels pendant la période définie.

Les factures émises sur la base des nouveaux prix doivent faire explicitement référence au tarif promotionnel qui fait partie des pièces justificatives de la dépense à transmettre au comptable public.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre de prix promotionnelle sera formalisée par le pouvoir adjudicateur par un certificat administratif validant son accord sur l'offre et cadrant les éléments (quantités, prix, durée etc).

---

## **14.7 FOURNITURES ACHETÉES HORS BPU ET BÉNÉFICIAIRES D'UNE REMISE SUR CATALOGUE**

Les établissements pourront accéder exclusivement aux produits du ou des catalogue(s) strictement en lien avec l'objet du marché et pourront comprendre par exemple, des produits identiques avec des accessoires complémentaires, des matériaux et/ou de coloris différents, d'autres dimensions que celles exigées dans le BPU.

Le pourcentage de remise minimum applicable au tarif public est indiqué sur le bordereau des prix.

A la date anniversaire du marché, le titulaire présentera au Pouvoir Adjudicateur ses catalogues actualisés.

Le candidat a l'obligation de transmettre dans son offre, le ou les catalogues correspondant à son marché sous la forme de fichiers informatiques (format Excel ou PDF texte). Si nécessaire, les périmètres des « catalogues » feront l'objet d'une mise au point avant la notification du marché. Tous les matériels ne répondant pas à l'objet du marché seront exclus.

Lors des éventuelles mises à jour de tarifs ou de gamme, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours à compter de l'acceptation par le coordonnateur du groupement, de ces nouveaux tarifs ou gamme pour transmettre le fichier correspondant au(x) nouveau(x) catalogues. Sur simple demande du coordonnateur, pour tout produit non référencé au BPU, chaque commande sur catalogue fait l'objet d'une confirmation du prix contractuel par le fournisseur identifiant la référence et le prix catalogue, la remise et le prix net UNIHA.

Dans cette perspective le titulaire propose sur les prix publics de son ou ses catalogues un taux de remise pour les fournitures sur les prix publics. Les pourcentages de remises applicables sur les catalogues publics sont indiqués au BPU de l'offre. Les catalogues peuvent être réactualisés au maximum deux fois par an.

Le volume financier des commandes sur les catalogues publics hors BPU ne pourront excéder, pour chaque adhérent, plus de 20% du volume financier des commandes sur chaque période du marché.

Le titulaire suivra la répartition des volumes financiers des commandes sur les catalogues publics hors BPU. Dans ce but il fournira à chaque adhérent et à UNIHA, à chaque date anniversaire de la notification du marché, et au plus tard dans les 15 jours calendaires suivants, les éléments statistiques ainsi que les justificatifs permettant de mesurer l'évolution des volumes financiers des commandes liées au BPU et ceux hors BPU.

De plus, le titulaire s'engage à assurer ses obligations d'information, de conseil, de mise en garde et d'optimisation tout au long de l'exécution du marché. Dans le cas où les établissements émettent des demandes complémentaires ou nouvelles en cours d'exécution du marché, à fournir à ceux-ci l'ensemble des recommandations nécessaires en vue de garantir et optimiser la réalisation du contrat.

---

### **14.1 14.8 CLAUSE DE RENDEZ VOUS**

Si l'application de la formule de variation des prix conduit à une variation supérieure à 5% par rapport au prix initial du marché, les parties se rapprocheront afin de convenir des modalités de la poursuite du contrat.

## 15. MODALITES DE REGLEMENTS

### 15.1 AVANCES

Les dispositions de l'article B.11.1 du CCAG-FCS s'appliquent.

Une avance pourra être accordée dans les conditions prévues à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sauf en cas de renonciation au bénéfice de l'avance par le titulaire à l'acte d'engagement : l'avance sera accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 5% et porté à 10% pour les PME. Il peut être augmenté dans une limite de 30% sur accord de l'établissement concerné.

Il ne sera accordé aucune avance supplémentaire.

#### **Remboursement de l'avance**

L'avance faisant l'objet d'un paiement unique, celle-ci sera récupérée en une seule fois.

### 15.2 DELAIS DE PAIEMENT

Le délai global de paiement est fixé conformément à la réglementation en vigueur à compter de la date de réception de la facture ou, si la date de réception de la facture est antérieure à la date d'admission des produits ou, pour les acomptes, à la date d'admission des opérations de vérification, à compter de la date d'admission lorsque le paiement est subordonné à une procédure d'admission.

Le délai de paiement est celui prévu aux articles R.2192-10 et R.2192-11 du Code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus donne droit au versement d'intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est celui du taux de la BCE en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur ou le comptable assignataire quand les justificatifs produits sont insuffisants ou en cas de différends sur les sommes dues au titulaire. Dans ce cas, cette suspension fera l'objet d'une notification au titulaire. Cette notification devra préciser les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par la personne publique contractante, un nouveau délai global est ouvert : il est de 30 jours ou égal au solde restant à courir à la date de la suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

Le délai de paiement peut être suspendu par le comptable assignataire, dans le cas où une notification ou une signification d'une cession ou d'un nantissement a été faite au comptable et où celui-ci ne dispose pas de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité du marché public en même temps que de l'ordonnance ou du mandat et des autres pièces justificatives, selon les modalités décrites ci-dessus. Le solde du délai global court à dater de la réception de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité par le comptable.

Il en va de même s'agissant du nantissement intervenu après le jugement d'ouverture de la procédure collective, qui ne peut être exécuté sans l'accord de l'administrateur judiciaire. Le courrier par lequel le

comptable sollicite cet accord suspend le délai global de paiement et indique à l'administrateur le délai dans lequel il doit faire connaître sa réponse.

Le solde du délai global reprend à réception de la réponse de l'administrateur ou, à défaut, à l'expiration du délai prévu dans ce courrier.

---

## 15.3 FACTURES

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

### 1/ Facture électronique :

- ⚠ Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande Publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

### 2/ Dépôt de la facture électronique :

- ⚠ La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro »).

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser «Chorus».

### La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- ✓ La date d'émission de la facture ;
- ✓ La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- ✓ Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- ✓ En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- ✓ Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- ✓ La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- ✓ La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- ✓ Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leurs prix forfaitaires ;
- ✓ Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- ✓ Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- ✓ Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par l'établissement bénéficiaire.

Il est établi une facture par bon de commande, sauf si un bon de commande donne lieu à plusieurs livraisons, auquel cas il sera établi une facture par livraison.

Dans certains cas et en fonction de l'état d'avancement de la réflexion de chaque établissement bénéficiaire, celui-ci pourra demander une facturation sous une autre forme (ex : facturation mensuelle).

En cas d'erreur sur la facture ou en l'absence de pièces justificatives, celle-ci sera renvoyée au titulaire et le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception d'une facture correctement établie et communication des pièces manquantes.



# CHAPITRE 4 – RESILIATION, EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES ET PENALITES

## 16. PENALITES APPLICABLES PAR LES ETABLISSEMENTS BENEFICIAIRES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, toutes les pénalités prévues au marché sont appliquées au titulaire sur simple constat, sans qu'il ne soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Il appartient au titulaire d'apporter le cas échéant la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités.

Les pénalités décrites ci-dessous sont cumulables et nettes de taxes.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités des articles 17.1 sont plafonnées à un maximum de 10% du montant de chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 50 euros HT pour le bon de commande concerné. Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont récupérées à la suite de l'émission, par l'adhérent, d'un titre de recette.

### 16.1 PENALITES DE RETARD POUR LES LIVRAISONS DES COMMANDES DE FOURNITURES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect du délai maximum contractuel précisé à l'article 10.5 du présent CCAP, hors cas de force majeure au sens jurisprudentiel français ou accord préalable de l'établissement bénéficiaire, les pénalités contractuelles seront calculées de la manière suivante et sans mise en demeure préalable :

$$P = \frac{V * R}{100}$$

Dans laquelle :

- ✓ P = le montant de la pénalité ;
- ✓ V = la valeur du bon de commande HT ;
- ✓ R = le nombre de jours calendaires de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est expiré.

Ces pénalités sont appliquées par chaque établissement bénéficiaire.

## 17. PENALITES APPLICABLES PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

### 17.1 PENALITES POUR NON-RESPECT DU DELAI MAXIMAL DE TRANSMISSION DES LIVRABLES

La méconnaissance par le Titulaire des stipulations prévues à l'article 6.2.1 REPORTING COORDONNATEUR DU GROUPEMENT DE COMMANDES donnera lieu, après mise en demeure, à une pénalité de retard de 250 euros par semaine de retard. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due. Cette pénalité est appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

---

## **17.2 PENALITES POUR NON RESPECT DU DELAI DE TRANSMISSION DES FICHES TECHNIQUES**

Lorsque les fiches techniques ne sont pas transmises dans le délai prévu à l'article 6.2.3 du présent CCAP (initialement ou pour la mise à jour), le titulaire encourt une pénalité de 20€ par fiche non transmise.

---

## **17.3 PENALITES POUR NON RESPECT DU DELAI DE TRANSMISSION DES ASSURANCES**

En cas de retard de communication des assurances, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée, de plein droit et sans mise en demeure, sans exonération et sans plafond. Cette pénalité est appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

---

## **17.4 PENALITES POUR NON ALIMENTATION DU E-CATALOGUE UNIHA**

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de transmission du fichier, une pénalité de retard de 250 Euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due. Cette pénalité est appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

---

## **17.5 PENALITES POUR NON RESPECT DU DELAI DE TRANSMISSION DES PRIX REVISES**

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de transmission des prix révisés, une pénalité de retard de 250 Euros par semaine de retard sera appliquée après mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due. Cette pénalité est appliquée par le Pouvoir Adjudicateur.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant des pénalités ci-dessus n'est pas plafonné et aucune exonération de pénalités n'est accordée au titulaire.

---

# **18. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

---

## **18.1 EN CAS DE RUPTURE D'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION**

Les conditions d'approvisionnement aux frais et risques du titulaire défaillant sont fixées à l'article 8 ci-avant.

---

## **18.2 APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE**

En cas de résiliation pour faute, les établissements bénéficiaires pourront exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire défaillant.

---

# **19. RESILIATION DU CONTRAT**

---

## **19.1 MOTIFS DE RESILIATION**

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution du contrat à tout moment, pour motif d'intérêt général ou suite à une faute du Titulaire dans les conditions prévues aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

**La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, notamment :**

- ✓ Dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS
- ✓ En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-8 et D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé ;
- ✓ En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 du Code de la commande publique ;
- ✓ En cas de rupture d'approvisionnement pour une cause imputable au titulaire, conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAP. En cas de violation grave aux principes de confidentialité définis dans le présent CCAP ;
- ✓ En cas de manquements contractuels répétés dans l'exécution des prestations

La résiliation de l'accord-cadre pour quelque raison que ce soit n'entraîne pas la résiliation des bons de commande antérieurs émis et en cours d'exécution.

La résiliation par un établissement bénéficiaire de la part du marché le concernant n'entraîne pas automatiquement la résiliation de l'accord-cadre.

---

## 19.2 RESILIATION EN CAS DE LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de procédure de liquidation judiciaire affectant le titulaire, le jugement instituant la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée à l'encontre du titulaire concerné.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

---

## 19.3 INDEMNITE DE RESILIATION

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation pour faute ou pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité de résiliation.

# CHAPITRE 5 – IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVUES

## 20. OBLIGATION D'INFORMATION

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le titulaire doit informer l'établissement coordonnateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet événement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet événement.

## 21. MODALITES DE POURSUITE DU CONTRAT

### 21.1 MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXECUTION

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, des circonstances imprévues peuvent justifier la modification du périmètre des prestations ou l'adaptation des conditions d'exécution du marché.

La modification, actée par voie d'avenant, peut notamment prendre la forme :

- ✓ D'une prolongation de la durée du marché si le marché arrive à échéance pendant l'évènement imprévisible et qu'une remise en concurrence ne peut être réalisée dans des conditions raisonnables, exposant alors les adhérents à une rupture dans la continuité des soins ;
- ✓ D'une augmentation du volume maximum contractuel dès lors que l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne peut être mise en œuvre dans des conditions raisonnables si l'évènement ou la circonstance imprévisible a pour conséquence d'exposer les établissements à un besoin immédiat de surcroît de commande nécessaire à la continuité des soins ;

Pour chaque lot, le montant de la modification ne pourra être supérieur à 50% du montant initial, le montant initial étant calculé sur la base du volume maximum contractuel de chaque lot.

### 21.2 MODIFICATION TEMPORAIRE DES PRIX OU DE LA FORMULE DE REVISION

Pour chaque lot, le titulaire du marché pourra solliciter une augmentation temporaire des prix ou une modification de la formule de révision s'il démontre que le maintien des prix dans les conditions de l'offre initiale, formules de révision contractuelles incluses, ne permet pas la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre dans des conditions économiques équilibrées.

L'acceptation de cette modification par le pouvoir adjudicateur sera subordonnée à la production par le titulaire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du contrat.

A ce titre, il devra notamment justifier, pour chaque référence de prix concernée par la demande d'augmentation, de la différence entre sa marge bénéficiaire nette au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible. Une décomposition du coût de son offre au

moment de la notification du marché sera à ce titre nécessaire afin d'apprécier l'impact de la circonstance imprévisible sur l'offre du titulaire à la date de la demande d'augmentation des prix.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis, du volume des commandes concernées, de l'impact du bouleversement sur l'intégralité du lot, et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une augmentation des prix.

La période de modification des prix sera limitée à 3 mois, renouvelable au maximum deux fois, sous réserve que le titulaire justifie la persistance du déséquilibre économique.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau.

En tout état de cause :

- ✓ Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire, ni à UniHA ni aux établissements bénéficiaires : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par UniHA,
- ✓ Le Titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

## 22. MODALITES DE SUSPENSION DU CONTRAT

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le contrat du fait de la survenance d'évènement imprévisible ou d'une circonstance imprévue, l'établissement coordonnateur peut suspendre l'exécution du contrat sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par avenant à la fin de la période de crise.